

## Emploi, chômage, population active en 2018 : ralentissement de l'emploi du fait de l'intérim et moindre baisse du chômage

Au cours de l'année 2018, le nombre de personnes en emploi augmente de 183 000 en France (hors Mayotte). Dans le secteur privé, les créations nettes d'emplois salariés atteignent +178 000, après +330 000 en 2017. Après trois années de forte hausse, l'emploi intérimaire se retourne en 2018 (-28 000), ce qui contribue au ralentissement d'ensemble. En comptant les intérimaires dans le secteur où ils travaillent, l'emploi se replie dans l'industrie et ralentit dans la construction et le tertiaire marchand. De son côté, l'emploi dans la fonction publique recule légèrement (-10 000), notamment parce que le nombre de bénéficiaires de contrat aidé continue de baisser (-113 000 en 2018 après -124 000 en 2017).

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, le taux de chômage s'établit à 8,8 % en France et à 8,5 % en métropole. Il baisse de 0,1 point sur l'année en France métropolitaine, soit -400 000 chômeurs, une évolution proche de celle des inscrits à Pôle emploi en catégorie A (-51 000). Fin 2018, 2,5 millions de personnes sont au chômage en métropole et 1,5 million appartiennent au halo autour du chômage. Le taux de chômage des 15-24 ans recule fortement en 2018 (-1,8 point), alors qu'il est quasi stable pour les plus âgés.

La population active s'accroît de 156 000 personnes en 2018, et le taux d'activité des 15-64 ans augmente de 0,4 point. La hausse se poursuit pour les 50-64 ans (+0,4 point) et s'amplifie pour les 15-24 ans (+0,8 point) et les femmes entre 25 et 49 ans (+0,9 point).

### 183 000 créations nettes de l'emploi, dont 178 000 emplois salariés du privé

#### Ralentissement de l'emploi salarié privé et nouvel infléchissement dans la fonction publique

En France (hors Mayotte) (1), les créations nettes d'emploi (encadré 1) atteignent +183 000 en 2018 (2), soit un net ralentissement par rapport à l'année précédente (+343 000 en 2017) (tableau 1). Fin 2018, 28,1 millions de personnes sont en emploi, soit 1,1 million de plus que fin 2007 (graphique 1) [1].

Le dynamisme d'ensemble en 2018 repose principalement sur l'emploi salarié privé (+178 000 créations nettes, après +330 000 en 2017) [2]. À l'inverse, l'emploi dans la fonction publique se replie en 2018 (-10 000 après -20 000). Au total, la hausse de l'emploi salarié est bien moindre en 2018 qu'en 2017 (+167 000 après +328 000). Enfin,

l'emploi non salarié progresserait de nouveau en 2018 (+15 000, comme l'année précédente).

Hors intérim, le ralentissement de l'emploi salarié en 2018 est cependant faible (+195 000 après +204 000 en 2017). Il est dû principalement à un infléchissement dans le secteur tertiaire marchand (+154 000 hors intérim, après +173 000). L'industrie crée en effet à nouveau des emplois (+12 000 en 2018 après -1 000 en 2017 et 17 années de recul ininterrompu), et la construction demeure bien orientée (+28 000, comme l'année précédente). Dans le tertiaire non marchand, l'emploi salarié se replie légèrement en 2018 (-5 000 après +1 000), du fait d'un recul dans la fonction publique un peu plus marqué que l'année précédente.

(1) Tous les chiffres concernant les volumes d'emploi portent sur l'ensemble du territoire (France métropolitaine et Drom), à l'exception de Mayotte.

(2) Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2019, il y a 94 000 créations nettes d'emploi salarié.

## Retournement à la baisse de l'intérim

L'emploi intérimaire se retourne à la baisse en 2018, pour la première fois depuis 2012, et le nombre d'intérimaires repasse sous les 800 000 en fin d'année (788 000), tout en restant supérieur à son point haut d'avant la crise de 2008-2009 (725 000 début 2007) (graphique 2) [3]. Après trois années de forte hausse (+253 000 entre fin 2014 et fin 2017, dont +124 000 pour la seule année 2017), le repli est cependant modéré (-28 000 intérimaires, soit -3,4 %) (3). Le taux de recours à l'intérim, qui rapporte le nombre d'intérimaires à l'ensemble de l'emploi salarié, atteint 3,1 % fin 2018, soit -0,1 point sur un an, après avoir progressé de 0,3 point par an entre fin 2014 et fin 2017.

Le recours à l'intérim est nettement plus fréquent dans l'industrie (taux de recours de 8,7 % fin 2018) et la construction (10,0 %) que dans le tertiaire marchand (2,6 %) (4). En 2018, le taux de recours baisse particulièrement dans l'industrie (-0,7 point) et la construction (-0,5 point), alors qu'il est stable dans le tertiaire.

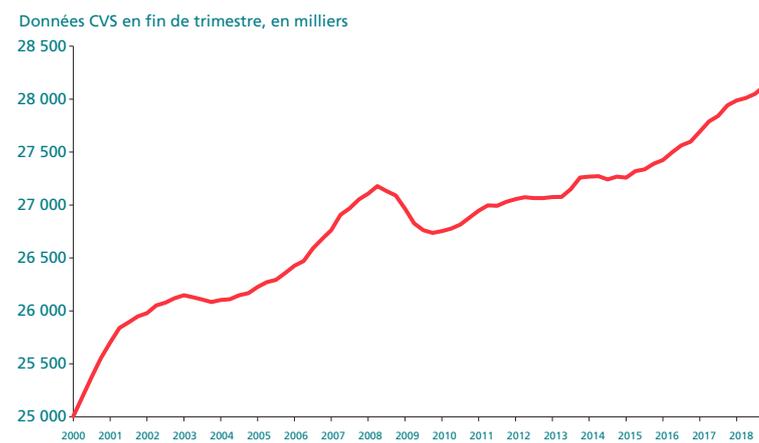
## Un ralentissement généralisé aux principaux secteurs d'activité

Une fois pris en compte les intérimaires dans le secteur où ils sont affectés (et non dans le secteur de l'intérim, qui les emploie), l'emploi salarié dans l'industrie diminue de 16 000 en 2018, après une forte hausse l'année précédente (+42 000). Il continue de progresser mais ralentit dans la construction (+23 000, après +57 000 en 2017) et le tertiaire marchand (+156 000 après +220 000).

## Des gains de productivité limités, dans la lignée du ralentissement tendanciel

La valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles augmentant de 1,4 % au cours de l'année 2018, soit légèrement plus rapidement que l'emploi (+1,0 %), la productivité apparente du travail par tête progresse légèrement en 2018 : calculée en moyenne annuelle, la hausse est de 0,5 %. Cette hausse est inférieure à la moyenne des gains de productivité enregistrés depuis 2011 (+1,0 % par an en moyenne de 2010 à 2017). Le ralentissement des gains de productivité est une tendance de long terme, auquel s'est ajouté un recul spécifique lors de la crise économique de 2008-2009 (graphique 3). De début 2008 à fin 2018, les gains de productivité par tête dans les secteurs marchands non agricoles ne sont que de +0,9 % en moyenne par an, contre +1,5 % par an entre 2001 et 2007 et +1,5 % par an entre 1992 et 2000.

Graphique 1  
Évolution de l'emploi total



Champ : personnes en emploi en France hors Mayotte (emploi au lieu de travail).  
Source : Insee, estimations d'emploi ; en 2018, prévision d'emploi pour les non-salariés

Tableau 1  
Évolution de l'emploi total

Données CVS en fin d'année et fin de trimestre, en milliers

	Niveau	Glissement annuel			Glissement trimestriel			
		2016	2017	2018	2018			
	Fin 2018				T1	T2	T3	T4
<b>Emploi total</b>	<b>28 123</b>	<b>208</b>	<b>343</b>	<b>183</b>	<b>46</b>	<b>23</b>	<b>39</b>	<b>74</b>
<b>Emploi non salarié</b>	<b>2 887</b>	<b>9</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<b>Emploi salarié</b>	<b>25 237</b>	<b>199</b>	<b>328</b>	<b>167</b>	<b>42</b>	<b>20</b>	<b>35</b>	<b>70</b>
Dont : agriculture	309	2	4	6	3	2	0	1
industrie	3 150	-28	-1	12	0	1	1	9
construction	1 388	-9	28	28	8	5	6	10
tertiaire marchand	12 358	199	297	127	31	25	26	44
<i>Dont intérim</i>	788	69	124	-28	-6	-5	-5	-12
tertiaire non marchand	8 031	36	1	-5	0	-13	2	6
<b>Dont : Emploi privé</b>	<b>19 446</b>	<b>172</b>	<b>330</b>	<b>178</b>	<b>45</b>	<b>30</b>	<b>35</b>	<b>68</b>
<b>Emploi de la Fonction publique</b>	<b>5 791</b>	<b>27</b>	<b>-2</b>	<b>-10</b>	<b>-3</b>	<b>-10</b>	<b>0</b>	<b>2</b>

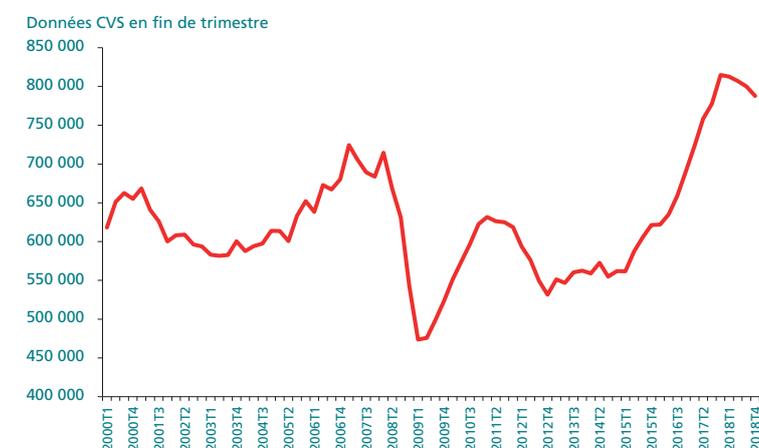
Remarque : les estimations 2018 seront revues à l'automne 2019 ; pour des raisons d'arrondis, la somme des termes peut légèrement différer du total affiché.

Lecture : 28 123 000 personnes occupaient un emploi fin 2018 ; on en compte 183 000 en plus que fin 2017 ; au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2018, les créations nettes d'emploi atteignent 74 000 personnes.

Champ : personnes en emploi en France hors Mayotte (emploi au lieu de travail).

Source : Insee, estimations d'emploi ; en 2018, prévision d'emploi pour les non-salariés.

Graphique 2  
Nombre d'intérimaires en fin de trimestre



Champ : personnes en emploi en France hors Mayotte (emploi au lieu de travail).

Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

(3) Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2019, il rebondit : +8 000.

(4) Fin 2018, on compte par ailleurs 1,3 % d'intérimaires parmi les salariés agricoles et 0,3 % dans le tertiaire non marchand.

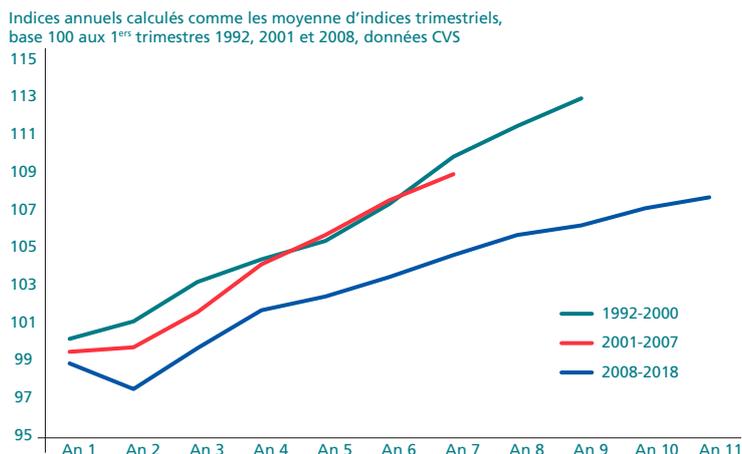
## Nouvelle baisse des recrutements en contrat aidé

Fin 2018, 1,2 million de personnes occupent un emploi aidé en France métropolitaine (tableau 2), c'est-à-dire un emploi bénéficiant d'une aide publique, hors allègements généraux et dispositifs sectoriels. Il s'agit de bénéficiaires de contrats aidés (249 000), d'étudiants en alternance (652 000) et de bénéficiaires d'autres dispositifs d'aide à l'emploi (311 000). Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés baisse de 7,8 % sur un an après -13,2 % en 2017 (graphique 4), principalement du fait de la chute des contrats aidés. Le nombre de contrats en alternance quant à lui augmente de nouveau en 2018, de 6,4 %.

Les contrats aidés – parcours emploi compétences (PEC), contrat unique d'insertion (CUI), emploi d'avenir ou emploi dans le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) –, dérogoires au droit commun, sont directement pilotés par les pouvoirs publics, qui définissent chaque année les crédits alloués, les publics ciblés ainsi que les objectifs d'embauches. En 2018, 371 000 embauches, en contrat initial ou en reconduction, sont réalisées, soit 28,8 % de moins qu'en 2017. Cette baisse est due à des autorisations d'embauches moins nombreuses hors IAE : d'une part, l'enveloppe attribuée aux PEC (qui ont remplacé les CUI non marchands avec une aide moins élevée (5) et des engagements plus importants en termes de formation des bénéficiaires) est plus basse que l'année précédente et, d'autre part, les recrutements dans

## Graphique 3

Évolution de la productivité apparente par tête dans les secteurs marchands non agricoles à la suite des crises ou phase de ralentissement de 1992-1993, 2001-2002 et 2008-2009



Concept : productivité par tête = valeur ajoutée à prix constant / nombre de personnes en emploi.  
Lecture : la productivité par tête a baissé de 2,5 % en moyenne en 2009 par rapport à 2008.  
Champ : secteurs marchands non agricoles, France hors Mayotte, emploi au lieu de travail.  
Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, Estimations d'emploi.

le secteur marchand et en emploi d'avenir ont presque disparu. Les recrutements dans l'IAE se stabilisent en 2018. Au total sur l'année, les effectifs en contrat aidé diminuent de 31,2 %, portant à 249 000 personnes bénéficiant de ces contrats fin 2018, niveau le plus bas atteint sur la période 1990-2018 (graphique 4).

Tableau 2

Évolution des embauches et du nombre de bénéficiaires d'un emploi aidé

Données CVS pour le nombre de bénéficiaires et brutes pour les embauches, en milliers

	Embauches semestrielles						Nombre de bénéficiaires							
	2017	Dont :		2018	Dont :		Niveau de fin d'année			Glissement semestriel				
		S1	S2		S1	S2	2016	2017	2018	2017 S1	2018 S2	2018 S1	2018 S2	
<b>Contrat aidé</b> .....	<b>521</b>	<b>301</b>	<b>220</b>	<b>371</b>	<b>183</b>	<b>188</b>	<b>486</b>	<b>362</b>	<b>249</b>	<b>-13</b>	<b>-111</b>	<b>-81</b>	<b>-32</b>	
CUI-CAE.....	203	123	80	7	7	0	223	157	6	6	-71	-90	-61	
PEC .....	0	0	0	104	45	59	0	0	88	0	0	43	45	
CUI-CIE .....	28	23	4	4	1	3	40	15	3	-10	-15	-12	0	
Emploi d'avenir .....	35	27	8	1	1	0	96	57	23	-11	-27	-19	-14	
Insertion par l'activité économique .....	255	128	127	255	129	125	128	133	130	3	2	-2	-1	
<b>Contrat en alternance</b> .....	<b>496</b>	<b>91</b>	<b>405</b>	<b>543</b>	<b>112</b>	<b>431</b>	<b>594</b>	<b>613</b>	<b>652</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>27</b>	<b>13</b>	
Contrats d'apprentissage.....	289	39	250	311	52	260	390	396	412	4	2	14	2	
Contrat de professionnalisation.....	207	52	155	232	60	172	204	217	240	8	4	12	11	
<b>Autre emploi aidé</b> .....	<b>849</b>	<b>552</b>	<b>297</b>	<b>262</b>	<b>136</b>	<b>126</b>	<b>434</b>	<b>340</b>	<b>311</b>	<b>7</b>	<b>-101</b>	<b>-48</b>	<b>19</b>	
Dispositif ciblé sur les territoires en difficulté.....	6	2	4	9	5	5	42	37	33	-6	1	-2	-1	
Contrat de génération.....	7	4	3	0	0	0	28	20	10	-3	-5	-5	-5	
Autres dispositifs ciblés sur une catégorie de salariés* .....	634	439	196	2	1	1	165	68	4	11	-108	-64	0	
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise.....	201	106	95	250	130	120	199	215	263	6	11	23	25	
<b>Ensemble des emplois aidés</b> .....	<b>1 866</b>	<b>944</b>	<b>922</b>	<b>1 176</b>	<b>431</b>	<b>745</b>	<b>1 514</b>	<b>1 315</b>	<b>1 213</b>	<b>7</b>	<b>-206</b>	<b>-102</b>	<b>0</b>	

\* Exonérations de cotisations chômage pour l'embauche de jeunes en CDI (632 000 entrées en 2017) et accompagnement des restructurations (allocation temporaire dégressive, 2 000 entrées en 2017).

Concept : les embauches correspondent aux entrées totales dans les dispositifs (entrées initiales + reconductions de contrats).

Champ : France métropolitaine.

Source : Agence de service et de paiement (ASP), Acof, Dares ; traitement Dares.

(5) Alors que l'aide de l'État était de 70 % du Smic brut pour les CUI du secteur non marchand, elle est de 50 % pour les PEC.

En 2018, les embauches en contrat d'apprentissage restent dynamiques, en hausse de 7,6 %, en raison notamment de l'ouverture progressive de l'apprentissage aux personnes âgées de 26 à 29 ans à partir de 2017. Les embauches en contrat de professionnalisation augmentent aussi, de 12,1 %. Fin 2018, 652 000 personnes bénéficient d'un contrat en alternance (+ 6,4 % sur un an), niveau le plus haut atteint sur la période 1990-2018.

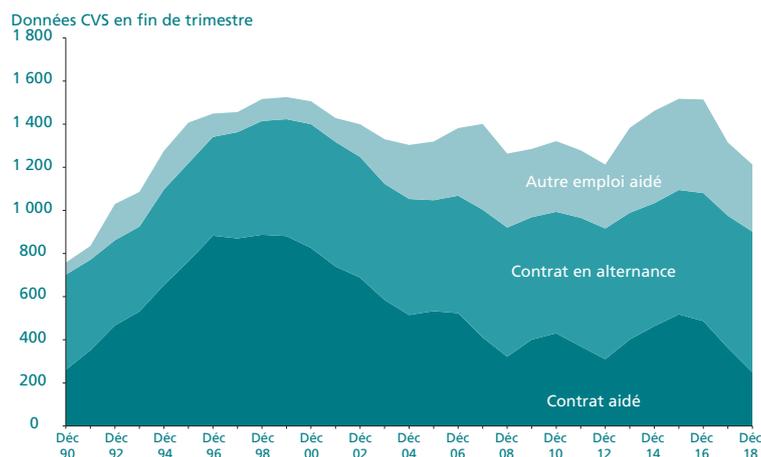
Outre ces contrats spécifiques, les mesures ciblées de politique de l'emploi sont principalement, depuis la fin des exonérations de cotisation chômage pour l'embauche de jeunes en CDI en 2017, des aides aux chômeurs créateurs d'entreprise ; elles bénéficient à 263 000 personnes fin 2018, soit 22,2 % de plus que fin 2017. Les dispositifs ciblés sur les territoires en difficulté (zones franches urbaines, zones de revitalisation rurale, zones de restructuration de la défense, etc.) sont en extinction, et le nombre de salariés bénéficiaires en constante diminution (6). Au total, le nombre de bénéficiaires de ces autres emplois aidés à destination des jeunes, des créateurs d'entreprise ou des zones en difficulté, baisse de 8,4 % en 2018 à 311 000, son plus bas niveau depuis fin 2012.

Les emplois aidés ont un impact à court terme sur l'emploi et le chômage dans la mesure où une partie des embauches n'aurait pas eu lieu sans l'aide de l'État. L'impact en termes de créations nettes d'emploi dans l'économie et, par conséquent, de diminution du nombre de demandeurs d'emploi, varie d'un dispositif à l'autre selon l'ampleur supposée des « effets d'aubaines ». Les exercices de chiffrage réalisés (7) suggèrent que la baisse récente du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés aurait entraîné la suppression nette de 68 000 emplois en 2018 après celle de 61 000 emplois en 2017. L'effet estimé sur le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A serait une hausse d'environ 49 000 en 2018 (8).

## Hausse de 0,4 point du taux d'emploi des 15-64 ans

Le taux d'emploi des 15-64 ans s'établit à 66,1 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 en France métropolitaine selon les concepts du Bureau international du travail (BIT), soit 0,4 point de plus que fin 2017 (tableau 3, encadré 1). Il atteint son niveau le plus élevé depuis 1980. Après avoir diminué de 1,2 point entre début 2008 et fin 2009, le taux d'emploi n'a que très légèrement augmenté jusqu'à mi-2015 (+ 0,4 point en 6 ans et demi). Il s'accroît plus nettement depuis (+0,5 point par an en moyenne entre mi-2015 et fin 2018). En 2018, la hausse profite davantage aux femmes (+0,6 point) qu'aux hommes (+0,2 point).

## Graphique 4 Évolution des effectifs en emploi aidé depuis 1990\*



\* Sont comptabilisés dans les effectifs :

**Contrat aidé** : TUC, CES, CEC, CEV, Emploi jeune, CAE, CAv, CUI-CAE, Emploi d'avenir, CRE, CIE, conventions de coopération, aide dégressive à l'employeur, nouveau CIE, CI-RMA, CUI-CIE, contrat dans les structures de l'IAE ;

**Contrat en alternance** : apprentissage, contrats de professionnalisation, contrat de qualification, contrat de réinsertion en alternance, contrat d'adaptation, contrat d'orientation, PACTE ;

**Autre emploi aidé** : exonérations zonées (exo. embauche d'un second ou troisième salarié, zone de revitalisation rurale (ZRR), organisme d'intérêt général (OIG) en zone de redynamisation urbaine (ZRU), zone franche urbaine (ZFU), zone de restructuration de la défense (ZRD), bassin d'emploi à redynamiser (BER)), dispositifs d'aide à l'embauche des jeunes (Exo jeune sans qualification, Exonération sur les embauches de jeunes en CDI, Aide au premier emploi des jeunes, Contrat jeune en entreprise, Contrat de génération), accompagnement des restructurations (Aide au passage à mi-temps, Aide au passage à temps partiel, Allocation temporaire dégressive), aides aux chômeurs créateurs d'entreprise (Fonds départemental d'initiative jeune, ACCRE).

Champ : France métropolitaine.

Sources : ASP, Acoess, Dares ; traitement Dares.

Tableau 3  
Taux d'emploi par sexe et âge

Données CVS en moyenne trimestrielle, en %

	2008	2009	2015	2017	2018			
	T1	T4	T2	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Ensemble</b>								
<b>15-64 ans</b> .....	<b>65,0</b>	<b>63,8</b>	<b>64,2</b>	<b>65,7</b>	<b>65,8</b>	<b>65,8</b>	<b>65,9</b>	<b>66,1</b>
15-24 ans .....	32,0	30,0	28,2	29,7	29,9	29,9	30,4	31,1
25-49 ans .....	83,6	82,0	79,7	81,0	81,1	81,2	81,1	81,3
50-64 ans .....	53,1	53,2	59,7	62,1	62,3	62,3	62,4	62,5
<b>Hommes</b>								
<b>15-64 ans</b> .....	<b>69,7</b>	<b>68,0</b>	<b>67,4</b>	<b>69,3</b>	<b>69,4</b>	<b>69,3</b>	<b>69,3</b>	<b>69,5</b>
15-24 ans .....	35,1	32,6	30,7	32,0	32,8	32,2	32,8	33,8
25-49 ans .....	89,7	87,3	84,0	85,8	86,0	85,9	85,6	85,6
50-64 ans .....	56,6	57,0	62,3	65,0	64,9	65,3	65,4	65,4
<b>Femmes</b>								
<b>15-64 ans</b> .....	<b>60,5</b>	<b>59,7</b>	<b>61,0</b>	<b>62,2</b>	<b>62,2</b>	<b>62,4</b>	<b>62,5</b>	<b>62,8</b>
15-24 ans .....	28,9	27,5	25,7	27,5	26,9	27,6	28,0	28,4
25-49 ans .....	77,8	76,9	75,6	76,3	76,3	76,7	76,7	77,2
50-64 ans .....	49,8	49,7	57,3	59,4	59,9	59,4	59,6	59,7

Note : le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2009 sont des points hauts (2008-T1) ou bas (2009-T4) du cycle conjoncturel du taux d'emploi. Le 2<sup>e</sup> trimestre 2015 est un point haut du cycle conjoncturel du taux de chômage.

Concepts : actifs occupés au sens du BIT ; âge atteint à la date de l'enquête.

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 66,1 % des 15-64 ans sont en emploi.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans à 64 ans de France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2008-2018.

(6) Par ailleurs, des expérimentations sont en cours sur les emplois francs dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et sur les « Territoires zéro chômeur longue durée ».

(7) L'estimation des effets à court terme sur l'emploi repose sur le lien entre l'emploi et le coût du travail. Pour les mesures du secteur marchand, ce lien est appréhendé à travers des estimations économétriques de l'élasticité de la demande de travail à son coût [5] et les effets sur l'emploi d'un dispositif sont d'autant plus élevés que les aides sont importantes. Pour les mesures du secteur non marchand, l'élasticité retenue est de 1 : un contrat aidé pris en charge à 70 % induirait 0,7 création nette d'emploi à court terme.

(8) Pour chaque dispositif, les effets des dispositifs sur la variation du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A sont mécaniquement inférieurs aux effets sur l'emploi car les emplois créés ne sont pas tous attribués à des personnes inscrites auparavant à Pôle emploi en catégorie A, avec notamment des effets d'appel sur la population active.

Le taux d'emploi des 15-24 ans augmente particulièrement, de 1,4 point sur un an, atteignant 31,1 % fin 2018. Il reste cependant 0,9 point en deçà de son niveau de début 2008, car il avait diminué fortement au moment de la grande récession de 2008-2009. Le taux d'emploi des 25-49 ans atteint 81,3 % fin 2018, soit 0,3 point de plus qu'un an auparavant. Il reste lui aussi inférieur à son niveau de début 2008 (83,6 %). Le taux d'emploi des 50-64 ans s'accroît de nouveau, mais plus légèrement qu'en 2017 (+0,4 point sur un an, contre +1,3 point l'année précédente), s'établissant à 62,5 % fin 2018. Il n'a pas baissé pendant la crise économique (+0,1 point de début 2008 à fin 2009), puis a augmenté de 9,3 points depuis fin 2009, en raison notamment du recul de l'âge moyen de départ à la retraite.

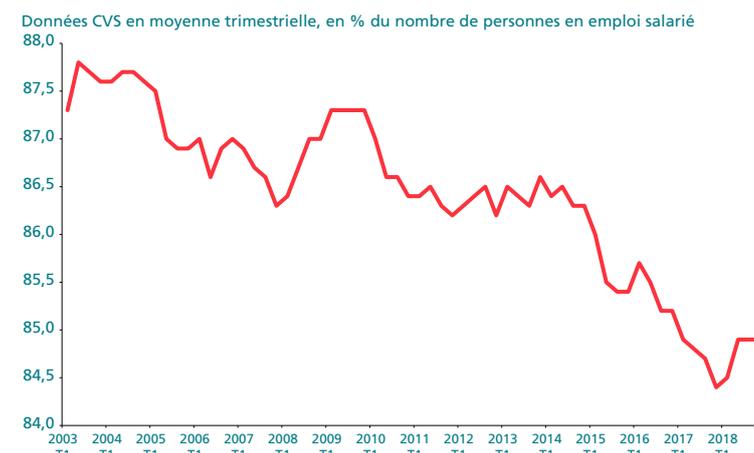
Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 84,9 % des actifs en emploi salarié ont un emploi à durée indéterminée (CDI du privé ou du public ou fonctionnaires titulaires). Cette part augmente de 0,5 point par rapport à fin 2017, après avoir diminué les 4 années précédentes (-0,5 point par an en moyenne entre fin 2013 et fin 2017) (graphique 5).

### Quasi-stabilité du sous-emploi

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 18,2 % des actifs occupés travaillent à temps partiel, soit 0,3 point de moins que fin 2017. Cette proportion est nettement plus élevée pour les femmes que pour les hommes (28,9 % contre 8,3 %), mais l'écart se réduit : depuis fin 2009, la part de l'emploi à temps partiel augmente pour les hommes (+2,0 points) et diminue pour les femmes (-1,9 point). Pour environ un tiers de ces personnes, le temps partiel est subi : elles souhaiteraient travailler davantage et sont disponibles pour le faire. C'est la composante principale du sous-emploi au sens du BIT (encadré 1).

### Graphique 5

#### Part des emplois à durée indéterminée dans l'emploi salarié



Concepts : actifs occupés au sens du BIT ; les emplois à durée indéterminée correspondent aux CDI du secteur privé ou des entreprises publiques, ainsi qu'aux titulaires ou contractuels en CDI de la fonction publique.

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 84,9 % des personnes occupant un emploi salarié sont en emploi à durée indéterminée.

Champ : actifs occupés en emploi salarié des ménages de France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2003-2018.

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 1 523 000 personnes sont en situation de sous-emploi, soit 5,7 % des personnes en emploi (tableau 4). La part du sous-emploi est quasi stable par rapport à fin 2017 (+0,1 point) après avoir baissé de 0,9 point depuis mi-2015. Comme pour le temps partiel, les femmes sont plus fréquemment en situation de sous-emploi que les hommes (8,3 %, contre 3,2 %). Alors que la part du sous-emploi a baissé pour les femmes entre début 2008 et fin 2017 (-0,5 point), elle est stable en 2018. Chez les hommes, après une hausse de 1,0 point de début 2008 à fin 2017, elle est quasi stable en 2018 (+0,1 point).

Tableau 4

#### Part du sous-emploi dans l'emploi total

Données CVS en moyenne trimestrielle, part en % du nombre de personnes en emploi, volumes en milliers

	2008 T1	2009 T4	2015 T2	2017 T4	2018				Nombre au T4 (en milliers)
					T1	T2	T3	T4	
Temps partiel, souhait de travailler plus d'heures, disponible pour le faire et à la recherche d'un autre emploi (1)	1,3	1,5	1,5	1,1	1,2	1,2	1,0	1,2	319
Temps partiel, souhait de travailler plus d'heures, disponible pour le faire mais sans recherche d'un autre emploi (2)	4,0	4,3	4,8	4,3	4,4	4,4	4,3	4,3	1 134
Temps plein, ou temps partiel (autre que les deux cas ci-dessus), en situation de chômage technique ou partiel (3)	0,1	0,8	0,2	0,2	0,5	0,3	0,3	0,3	71
<b>Total des personnes en situation de sous-emploi (1) + (2) + (3)</b>	<b>5,4</b>	<b>6,6</b>	<b>6,5</b>	<b>5,6</b>	<b>6,1</b>	<b>5,8</b>	<b>5,6</b>	<b>5,7</b>	<b>1 523</b>
Femmes en situation de sous-emploi	8,8	10,0	9,8	8,3	8,9	8,5	8,3	8,3	1 076
Hommes en situation de sous-emploi	2,1	3,4	3,6	3,1	3,7	3,3	3,2	3,2	448

Concept : sous-emploi au sens du BIT.

Note 1 : le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2009 sont des points bas (2008-T1) ou hauts (2009-T4) du cycle conjoncturel de la part du sous-emploi dans l'emploi. Le 2<sup>e</sup> trimestre 2015 est un point haut du cycle conjoncturel du taux de chômage.

Note 2 : les chiffres concernant le chômage technique ou partiel issus de l'enquête Emploi peuvent différer de ceux obtenus à partir de données administratives.

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 5,7 % des actifs occupés sont en situation de sous-emploi, 5,5 % en temps partiel subi et 0,3 % au chômage technique ou partiel.

Champ : actifs occupés des ménages de France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2008-2018.

## Légère baisse du taux de chômage

### Un taux de chômage à 8,8 % en France au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, au plus bas depuis début 2009

Le taux de chômage au sens du BIT (encadré 1) s'établit à 8,8 % de la population active en France (hors Mayotte) au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 (9), après 8,9 % un an plus tôt (tableau 5). En France métropolitaine, avec 2 460 000 chômeurs, le taux de chômage atteint 8,5 % fin 2018 (-0,1 point sur un an, soit -40 000 chômeurs), son plus bas niveau depuis début 2009. Par rapport à son point haut de mi-2015, il diminue de 1,7 point.

Entre les 4<sup>es</sup> trimestres 2017 et 2018, le taux de chômage diminue pour les hommes (-0,4 point), alors qu'il est quasiment stable pour les femmes (+0,1 point). Fin 2018, en France métropolitaine, 8,4 % des hommes actifs et 8,5 % des femmes actives sont au chômage au sens du BIT. Jusqu'en 2008, le taux de chômage des hommes était toujours sensiblement inférieur à celui des femmes, l'écart se réduisant toutefois tendanciellement (graphique 6). La grande récession de 2008-2009 puis les années de conjoncture atone ont, ensuite, davantage touché les hommes, les pertes d'emploi étant relativement concentrées dans l'industrie, la construction et l'intérim, secteurs majoritairement masculins. L'écart entre le taux de chômage des hommes et celui des femmes s'est d'abord réduit et, à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 2012, le taux de chômage des hommes a presque toujours été plus élevé que celui des femmes. L'écart en faveur des femmes, qui avait atteint +1,1 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2015, s'est toutefois résorbé progressivement jusque fin 2017, notamment en raison de la reprise de l'emploi dans la construction et l'intérim.

### Nette diminution du taux de chômage des jeunes pour la deuxième année consécutive

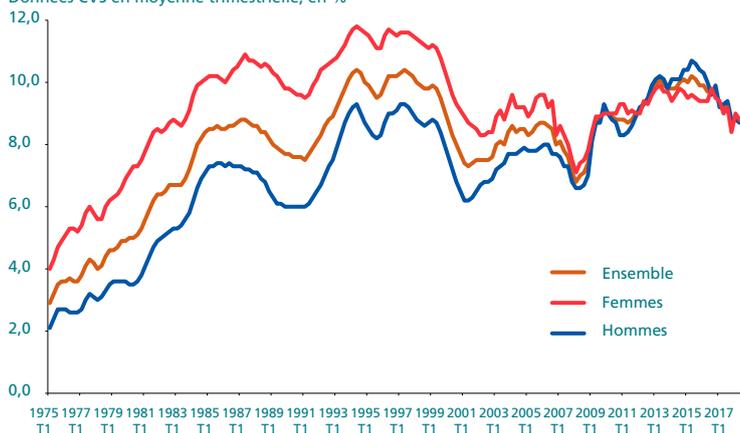
Le taux de chômage des 15-24 ans diminue de 1,8 point entre fin 2017 et fin 2018 après avoir déjà reculé de 4,0 points au cours de l'année 2017 (graphique 7). Il s'établit ainsi à 18,8 % de la population active au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, au plus bas depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2008 et 6,6 points au-dessous de son niveau de fin 2012.

Le taux de chômage des jeunes reste cependant nettement plus élevé que celui des autres tranches d'âge, mais cet indicateur ne concerne, par définition, que les jeunes actifs sur le marché du travail. En effet, ceux en études – s'ils ne travaillent pas en parallèle – ne sont pas comptabilisés dans la population active et ne sont donc pas pris en compte dans le dénominateur du taux de chômage. Par ailleurs, parmi les actifs de 15 à 24 ans, les peu diplômés, qui sont les plus touchés par le chômage, sont surreprésentés, car ils entrent plus tôt sur le marché du travail que les diplômés. Rapportée à

## Graphique 6

### Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe

Données CVS en moyenne trimestrielle, en %



Concepts : chômage et activité au sens du BIT.

Note : estimation à +/- 0,3 point près du taux de chômage, estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 8,5 % des actifs sont au chômage au sens du BIT.

Champ : actifs des ménages de France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi 1975-2018.

## Tableau 5

### Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge

Données CVS en moyenne trimestrielle, taux en % et volumes en milliers

	2008 T1	2009 T4	2015 T2	2017 T4	2018				Nombre au T4 (en milliers)
					T1	T2	T3	T4	
<b>France hors Mayotte.....</b>	<b>7,2</b>	<b>9,5</b>	<b>10,5</b>	<b>8,9</b>	<b>9,2</b>	<b>9,1</b>	<b>9,1</b>	<b>8,8</b>	<b>2 622</b>
<b>France métropolitaine</b>									
<b>Ensemble .....</b>	<b>6,8</b>	<b>9,1</b>	<b>10,2</b>	<b>8,6</b>	<b>8,9</b>	<b>8,8</b>	<b>8,8</b>	<b>8,5</b>	<b>2 460</b>
Moins de 25 ans.....	17,0	23,2	23,9	20,6	20,9	20,1	20,6	18,8	532
25 à 49 ans.....	6,2	8,2	9,5	7,9	8,4	8,2	8,2	7,9	1 400
50 ou plus.....	4,0	5,8	7,1	6,2	6,2	6,3	6,1	6,1	528
<b>Hommes.....</b>	<b>6,6</b>	<b>9,3</b>	<b>10,7</b>	<b>8,8</b>	<b>8,8</b>	<b>8,7</b>	<b>8,9</b>	<b>8,4</b>	<b>1 262</b>
Moins de 25 ans.....	16,8	24,5	24,1	21,5	20,5	21,2	22,4	18,7	291
25 à 49 ans.....	5,8	8,0	9,9	7,7	7,9	7,8	7,9	7,8	707
50 ou plus.....	4,2	5,8	7,8	6,7	6,6	6,4	6,3	6,0	264
<b>Femmes.....</b>	<b>7,1</b>	<b>9,0</b>	<b>9,6</b>	<b>8,4</b>	<b>9,0</b>	<b>8,8</b>	<b>8,7</b>	<b>8,5</b>	<b>1 198</b>
Moins de 25 ans.....	17,2	21,6	23,6	19,5	21,3	18,7	18,5	18,8	241
25 à 49 ans.....	6,8	8,4	9,1	8,2	8,8	8,6	8,6	8,1	693
50 ou plus.....	3,8	5,8	6,4	5,7	5,8	6,2	6,0	6,2	265

Note : le 1<sup>er</sup> trimestre 2008, le 4<sup>e</sup> trimestre 2009 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2015 sont des points bas (2008-T1) ou hauts (2009-T4 et 2015-T2) du cycle conjoncturel du taux de chômage.

Concepts : chômage et activité au sens du BIT ; âge atteint à la date de l'enquête.

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 532 000 personnes âgées de moins de 25 ans sont au chômage au sens du BIT, soit un taux de chômage de 18,8 %.

Champ : actifs des ménages.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2008-2018.

l'ensemble de la population des 15-24 ans (actifs et inactifs), la part des chômeurs chez les jeunes est de 7,2 % fin 2018, soit une proportion très proche de celle des 25-49 ans (7,0 %).

Le taux de chômage des actifs âgés de 25 ans ou plus est quasi stable en 2018 (tableau 5). Pour les 25-49 ans, il atteint 7,9 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, comme fin 2017. Pour les 50 ans ou plus, il est moins élevé à 6,1 % fin 2018, soit -0,1 point qu'un an auparavant.

## Stabilisation du halo autour du chômage

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 1,48 million de personnes sont dans le halo autour du chômage en France métropolitaine (encadré 1, graphique 8), quasiment autant qu'un an auparavant (+3 000 par rapport à fin 2017). De début 2008 à mi-2016, le nombre de personnes appartenant au halo autour du chômage avait augmenté régulièrement (+328 000, soit +28,5 %). Il s'est quasiment stabilisé depuis cette date, alors que, dans le même temps, le nombre de chômeurs a nettement baissé (-334 000, soit -12,0 %) [7].

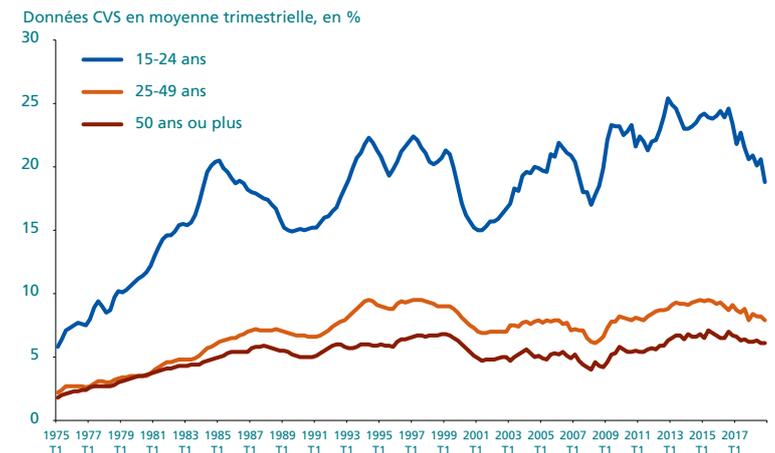
## Diminution de 51 000 du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et hausse de 32 000 de la catégorie C

Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité dans le mois (catégorie A, encadré 1) atteint 3 416 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 (tableau 6). Il baisse de 51 000 sur un an (-1,5 %), après une quasi-stabilisation l'année précédente (-2 000 entre fin 2016 et fin 2017). De fin 2007 à fin 2015, le nombre d'inscrits en catégorie A avait augmenté chaque année (+1 538 000 sur l'ensemble de la période) puis avait baissé de 109 000 en 2016 (graphique 9). En 2018, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A est relativement proche de celle du nombre de chômeurs au sens du BIT (-40 000), alors que les deux indicateurs ont nettement divergé chaque année de 2013 à 2017 (encadré 2).

En 2018, le nombre d'inscrits en catégorie A se replie davantage pour les hommes (-38 000, soit -2,2 %, contre -12 000, soit -0,7 % pour les femmes), de sorte que l'écart entre le nombre d'hommes et de femmes en catégorie A continue de se réduire. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A baisse pour toutes les tranches d'âge : -6 000 pour les moins de 25 ans (-1,2 %), -44 000 pour les 25-49 ans (-2,1 %) et de seulement -1 000 chez les 50 ans ou plus (-0,1 %).

## Graphique 7

### Taux de chômage au sens du BIT par tranche d'âge



Concepts : chômage et activité au sens du BIT, âge atteint à la date de l'enquête.

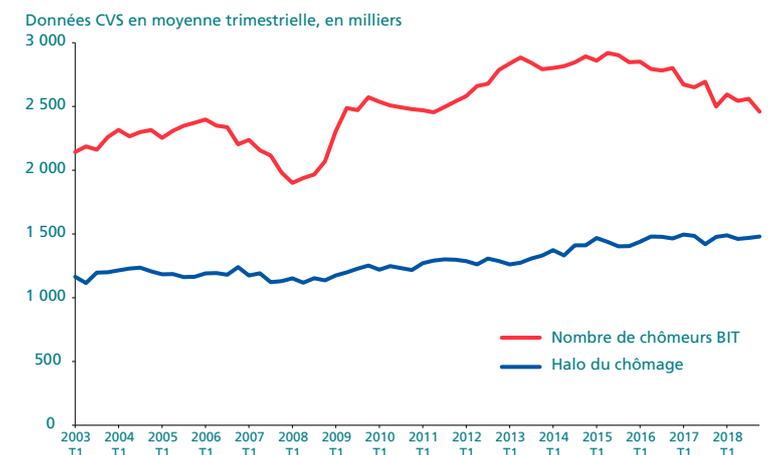
Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 18,8 % des actifs de moins de 25 ans sont au chômage au sens du BIT.

Champ : actifs des ménages de France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi 1975-2018.

## Graphique 8

### Le chômage et son halo



Concepts : chômage au sens du BIT, halo autour du chômage.

Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 1 480 000 personnes sont dans le halo autour du chômage.

Champ : population des ménages de France métropolitaine.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2003-2018.

Tableau 6

### Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon la catégorie et dispensés de recherche d'emploi indemnisés

Données CVS-CJO en moyenne trimestrielle, en milliers

	2018 T4	Glissements trimestriels				Variation 2018 T4/2017 T4	Évolution 2018 T4/2017 T4 (en %)
		T1	T2	T3	T4		
<b>Ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (catégories A à E)</b>	<b>6 224</b>	<b>-16</b>	<b>-12</b>	<b>12</b>	<b>-39</b>	<b>-55</b>	<b>-0,9</b>
Demandeurs d'emploi tenus de faire des positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C)	5 606	6	4	8	-33	-15	-0,3
n'ayant exercé aucune activité réduite (catégorie A)	3 416	-22	-2	3	-30	-51	-1,5
en activité réduite courte (catégorie B)	754	10	-2	9	-13	4	0,5
en activité réduite longue (catégorie C)	1 436	18	8	-4	10	32	2,3
Demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi :	619	-21	-17	4	-5	-39	-5,9
en stage, maladie, formation, ... (catégorie D)	273	-1	-3	9	2	7	2,6
en emploi (dont contrats aidés, catégorie E)	346	-20	-14	-5	-7	-46	-11,7
<b>Demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus</b>	<b>2 650</b>	<b>48</b>	<b>39</b>	<b>28</b>	<b>12</b>	<b>127</b>	<b>5,0</b>
<b>Dispensés de recherche d'emploi (DRE) indemnisés</b>	<b>1</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>-2</b>	<b>-64,3</b>

Champ : France métropolitaine.

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT (demandeurs d'emploi) ; Pôle emploi, FNA (DRE indemnisés) ; calculs des CVS-CJO Dares (demandeurs d'emploi et DRE indemnisés).

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine et tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C, encadré 1) s'établit à 5 606 000, en baisse de 15 000 sur l'année (-0,3 %), après une hausse de 152 000 en 2017 (+2,8 %).

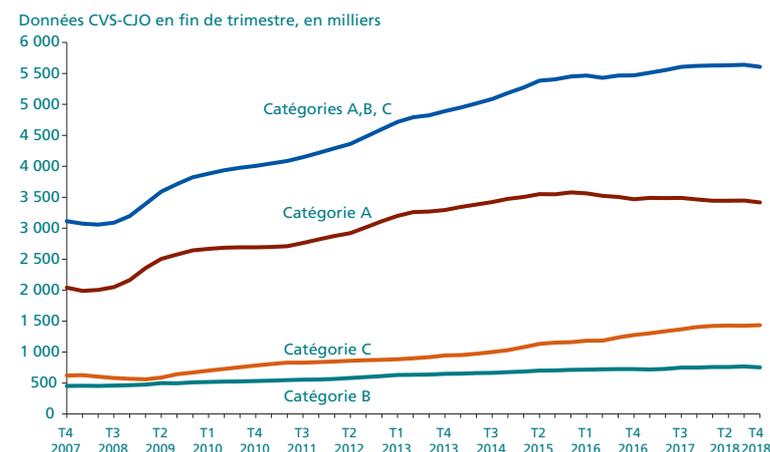
Parmi les inscrits tenus de rechercher un emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 2 190 000 ont exercé une activité réduite dans le mois (catégories B et C, encadré 1). La pratique d'une activité réduite correspond souvent à des emplois courts ou à temps partiel, sous forme de CDD, de missions d'intérim ou de travail occasionnel [8]. En 2018, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (+36 000) est moindre qu'en 2017 (+154 000). La catégorie B (personnes exerçant une activité réduite courte de 78 heures ou moins) est quasi stable (+4 000 après +26 000 en 2017) et, pour la catégorie C (personnes exerçant une activité réduite longue de plus de 78 heures), l'augmentation est de 32 000, après +129 000 en 2017 (graphique 9).

Parmi les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B ou C, le nombre d'inscrits depuis un an ou plus augmente de 127 000 sur un an (+5,0 %), pour atteindre 2 650 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2018. Ils représentent 47,3 % des catégories A, B, C fin 2018, soit +2,4 points de plus qu'un an auparavant.

En septembre 2018, 4,4 % des demandeurs d'emploi qui étaient en catégories A, B, C à la fin du mois précédent sont sortis des listes et occupent un emploi (graphique 10). Ce taux est relativement stable par rapport à septembre 2017 (-0,1 point). De septembre 2015 à septembre 2017, le taux de sortie en emploi a progressé (+0,2 point par an en moyenne), alors qu'il diminuait depuis 2008, la baisse étant beaucoup plus marquée en 2009 du fait de la crise (-1,4 point entre septembre 2008 et septembre 2009, contre -0,3 point par an en moyenne entre 2009 et 2015).

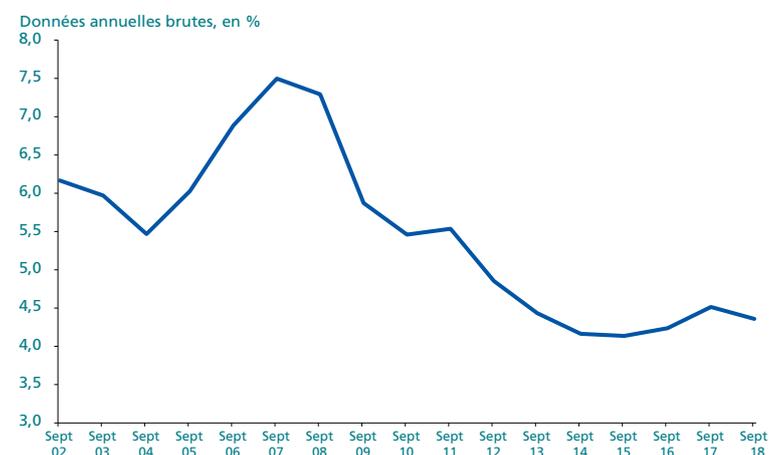
Fin 2018, 619 000 demandeurs d'emploi ne sont pas tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (tableau 6) : ils sont soit en emploi, notamment en emploi aidé ou en création d'entreprise (346 000 personnes, catégorie E), soit sans emploi (273 000 personnes, catégorie D). Cette dernière catégorie comprend les demandeurs d'emploi en stage, en formation ou en maladie, ainsi que les personnes bénéficiant d'un contrat de sécurisation professionnelle (CSP) après un licenciement économique [11]. Avec le lancement du Plan investissement dans les compétences (PIC), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie D s'accroît en 2018 (+7 000, soit +2,6 %), alors qu'il a fortement décru en 2017 avec la fin du plan « 500 000 formations » (-63 000, soit -19,1 %).

**Graphique 9**  
Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi



Champ : France métropolitaine.  
Source : Pôle emploi-Dares, STMT ; calcul des CVS-CJO Dares.

**Graphique 10**  
Taux de sortie en emploi des catégories A, B, C



Lecture : 4,4 % des inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C à la fin août 2018 sont sortis de ces catégories en septembre 2018 et occupent un emploi.  
Champ : demandeurs d'emploi en catégories A, B, C à la fin du mois précédent ; France métropolitaine.  
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT et enquête Sortants.

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 6 224 000 demandeurs d'emploi sont, toutes catégories confondues (catégories A à E, encadré 1), inscrits à Pôle emploi, qu'ils soient tenus ou non de rechercher un emploi (tableau 6). Après une hausse en 2017 (+57 000, soit +0,9 %), leur nombre décroît avec la même ampleur en 2018 (-55 000, soit -0,9 %), du fait de la baisse des catégories A et E.

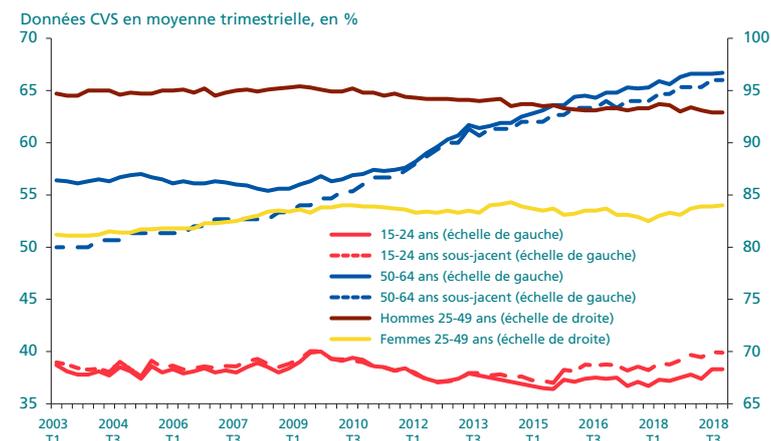
## Hausse du taux d'activité de toutes les tranches d'âge

La population active regroupe les personnes en emploi et les chômeurs. Elle est ici calculée sur le champ de la France hors Mayotte « au sens de la comptabilité nationale », c'est-à-dire comme la somme des estimations d'emploi issues des sources administratives évaluées en moyenne trimestrielle et du chômage au sens du BIT issu de l'enquête Emploi (encadré 1). Entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2017 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2018, le nombre de chômeurs au sens du BIT baisse de 39 000 et le nombre de personnes en emploi progresse de 195 000. La population active « au sens de la comptabilité nationale » augmente donc de 156 000 personnes en 2018 (tableau 7).

Les évolutions de la population active résultent de deux facteurs : la démographie et les comportements d'activité. L'effet de la démographie dépend de l'évolution du nombre de personnes en âge de travailler et de la structure par âge de la population. Les comportements d'activité varient notamment sous l'effet de la conjoncture, de phénomènes tendanciels comme la participation croissante des femmes au marché du travail ou de l'impact de certaines politiques publiques, en particulier les réformes des retraites et les dispositifs de cessation anticipée d'activité à financement public.

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, le taux d'activité au sens du BIT (encadré 1) des 15-64 ans s'élève à 72,3 % en France métropolitaine, soit son plus haut niveau depuis que l'Insee le mesure au sens du BIT dans l'enquête Emploi (1975). Un peu plus des deux tiers des femmes et trois quarts des hommes de 15 à 64 ans sont actifs. Le taux d'activité des 15-64 ans augmente de 0,4 point en 2018, après +0,2 point en 2017. Chez les hommes, il est quasiment stable en 2018 (-0,1 point), pour se situer à 75,9 % en fin d'année. Pour les femmes, il progresse sensiblement (+0,7 point) pour se situer à 68,7 % fin 2018, soit son plus haut niveau depuis 1975.

Graphique 11  
Taux d'activité par sexe et par tranche d'âge



Concepts : activité au sens du BIT ; âge atteint à la date de l'enquête.  
Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, le taux d'activité des femmes de 25 à 49 ans est de 84,0 %.  
Champ : population des ménages de France métropolitaine.  
Source : Insee, enquêtes Emploi 2003-2018.

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 84,0 % des femmes de 25 à 49 ans sont actives (graphique 11). Sur un an, leur taux d'activité est en hausse de 0,9 point et se rapproche ainsi de son plus haut niveau atteint au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 (84,3 %). Le taux d'activité des hommes de 25 à 49 ans est quasi stable en 2018 (-0,1 point), après un recul de 0,3 point en 2017, pour se situer à 92,9 % en fin d'année 2018.

Le taux d'activité des 50-64 ans se situe à 66,7 % fin 2018 (69,7 % pour les hommes et 63,8 % pour les femmes), soit une progression de 0,4 point sur un an, après +1,1 point en 2017. Depuis fin 2003, le taux d'activité « sous-jacent » des seniors, c'est-à-dire corrigé des effets de structure démographique (encadré 1), a progressé de façon continue (+1,1 point en moyenne par an) et, depuis 2011, son évolution est proche de celle du taux d'activité. Ces hausses sont notamment liées aux réformes des retraites et à l'évolution des mesures de cessation anticipée d'activité [10].

Tableau 7  
Évolution de la population active, de l'emploi et du chômage

Variation annuelle des moyennes trimestrielles CVS au 4<sup>e</sup> trimestre et niveau au T4 2018, en milliers

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Niveau au T4 2018
Population active .....	156	10	224	306	149	142	52	167	10	156	30 709
Emploi .....	-361	98	164	53	140	50	108	218	311	195	28 087
Rappel : emploi en fin de période .....	-353	143	149	35	194	10	121	208	343	182	28 123
Chômage.....	517	-88	60	253	9	92	-56	-51	-301	-39	2 622

Concepts : population active « au sens de la comptabilité nationale », moyenne trimestrielle des estimations d'emploi total issues des sources administratives et moyenne trimestrielle du chômage BIT (encadré 1).

Lecture : entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2017 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2018, la population active a augmenté de 156 000 personnes (+195 000 emplois et -39 000 chômeurs) « au sens de la comptabilité nationale ». Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 30 709 000 personnes étaient actives.

Champ : France hors Mayotte, emploi au lieu de travail (emploi), ménages (chômeurs).

Source : Insee, Estimations d'emploi (en 2018, prévision d'emploi pour les non-salariés) et enquêtes Emploi 2008-2018.

Fin 2018, 4,0 % des 55-64 ans bénéficient d'une mesure de retrait d'activité à financement public, soit un recul de 0,2 point par rapport à l'année précédente, après une quasi-stabilité en 2017 (+0,1 point) (graphique 12). Cette proportion était en recul entre fin 2006 et fin 2013, avec un repli accentué entre 2008 et 2011. L'élargissement des conditions de départ à la retraite pour carrière longue en juillet 2012 ainsi que l'effet du décalage de l'âge d'ouverture des droits à la retraite de 60 à 62 ans entre mi-2011 et début 2017 ont conduit à un rebond des départs anticipés à la retraite, ce qui a contribué à limiter la progression du taux d'activité des seniors.

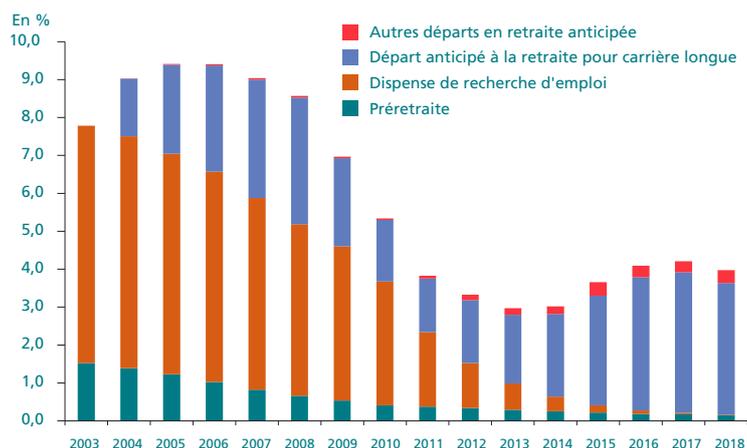
En 2018, le taux d'activité des jeunes de 15 à 24 ans augmente de 0,8 point, pour se situer à 38,3 % en fin d'année (graphique 11). La hausse du taux d'activité « sous-jacent » des jeunes est similaire (+0,7 point, encadré 1), alors que ce n'était pas le cas au cours des trois années précédentes. L'arrivée à 15 ans des générations plus nombreuses nées à partir de 1998 a en effet contribué à abaisser le taux d'activité des jeunes entre fin 2012 et fin 2017. Alors que le taux d'activité des 15-24 ans a baissé de 0,4 point en trois ans, le taux d'activité « sous-jacent » des 15-24 ans (encadré 1) s'est accru de 1,2 point.

De fin 2013 à fin 2018, comme pour les cinq années précédentes, la progression de la population active de 15 à 64 ans (+77 000 personnes par an en moyenne) est portée par la hausse des actifs âgés de 50 à 64 ans (+144 000 par an en moyenne), le nombre d'actifs de moins de 50 ans étant orienté à la baisse (tableau 8). Cette hausse du nombre de seniors actifs est, pour plus des trois quarts, la conséquence des comportements d'activité, l'impact de la démographie à ces âges étant nettement plus limitée. À population inchangée à chaque âge, l'évolution des comportements d'activité des 50-64 ans a ainsi contribué à la hausse de la population active à hauteur de 113 000 par an en moyenne entre fin 2013 et fin 2018. Cette contribution est cependant quasiment de moitié inférieure à celle des cinq années précédentes, le taux d'activité « sous-jacent » des seniors ayant nettement ralenti (+4,7 points, contre +7,3 points entre fin 2008 et fin 2013).

La population active des 15-24 ans augmente de 29 000 personnes par an en moyenne entre fin 2013 et fin 2018, du fait des comportements d'activité (le taux d'activité « sous-jacent » progresse de 2,4 points), l'effet de la démographie étant faiblement négatif. La population active de 25-49 ans recule de 96 000 personnes par an en moyenne, aux trois quarts en raison des effets démographiques.

## Graphique 12

### Poids des mesures de retrait d'activité à financements publics entre 55 et 64 ans



Lecture : fin 2018, 4,0 % des individus de 55 à 64 ans bénéficient d'un départ anticipé à la retraite dont 3,5 % pour carrière longue, 0,1 % en raison d'un dispositif de préretraite et une proportion quasi nulle (0,01 %) pour dispense de recherche d'emploi.

Champ : France hors Mayotte.

Sources : Pôle emploi, DSS et Cnam (prêtraites publiques) ; Pôle emploi (DRE) ; estimation Dares, données Cnav (DAR) ; Insee (population totale).

## Tableau 8

### Contribution de la démographie et des taux d'activité à la variation de la population active par tranche d'âge

Variations annuelles moyennes des moyennes trimestrielles CVS au 4<sup>e</sup> trimestre, en milliers

	Population active		Contribution de la démographie		Contribution des taux d'activité	
	fin 2008- fin 2013	fin 2013- fin 2018	fin 2008- fin 2013	fin 2013- fin 2018	fin 2008- fin 2013	fin 2013- fin 2018
15-24 ans	-41	29	-17	-11	-24	40
25-49 ans	-45	-96	-47	-74	2	-22
50-64 ans	227	144	27	31	200	113

Concepts : population active « au sens de la comptabilité nationale » (encadré 1) ; âge atteint à la date de l'enquête.

Méthode : la population active étant à chaque âge le produit de la population de cet âge par son taux d'activité, son évolution entre deux dates peut s'écrire comme la somme des deux termes, le premier étant le produit de la variation de la population de cet âge par son taux d'activité de la première date (effet de la démographie), et le second le produit de la variation du taux d'activité à cet âge par la population de la seconde date (effet du taux d'activité) ; pour une classe d'âge, les contributions de la démographie et des taux d'activité sont calculés en sommant les contributions respectives à chaque âge ; pour chaque période, les contributions de la démographie et des taux d'activité sont la somme des contributions annuelles respectives ; le nombre de personnes en emploi à chaque âge est estimé en appliquant la structure par âge observée par l'enquête Emploi (âge atteint à la date de l'enquête) à l'estimation d'emploi total.

Lecture : du 4<sup>e</sup> trimestre 2013 au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, l'évolution des taux d'activité des 50-64 ans a contribué pour +113 000 par an en moyenne à la variation de la population active des 50-64 ans (à population inchangée, fixée chaque année au niveau de la fin d'année précédente).

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, Estimations d'emploi et enquêtes Emploi 2007-2018.

Christelle De Miras (Insee), Sophie De Warquier De Puel Parlan (Insee), Christophe Dixte (Dares), Thi-Phuong-Thuy Do (Dares), Claude Minni (coordination, Dares), Simon Rebiere (Dares), Marie Rey (Dares).

## Encadré 1 – Sources statistiques, méthodes d'élaboration et définition des indicateurs

L'Insee publie des données sur l'emploi à partir de deux sources : les **Estimations d'emploi** et l'**enquête Emploi**. Les Estimations d'emploi constituent la source de référence en matière de suivi du nombre d'emplois. L'enquête Emploi permet de caractériser les personnes en emploi, ainsi que les emplois occupés, et de calculer les taux d'emploi selon les caractéristiques individuelles.

Les Estimations d'emploi sont issues d'une synthèse de plusieurs sources statistiques d'origine administrative [11]. Ces sources s'appuient sur les déclarations sociales réalisées par les employeurs. Elles permettent de mesurer l'emploi au lieu de travail : tout emploi déclaré dans les données administratives est comptabilisé.

Les **Estimations d'emploi définitives de fin d'année** sont issues des Déclarations annuelles de données sociales (base « DADS grand format ») pour les salariés (secteur privé, entreprises publiques, fonction publique et salariés des particuliers employeurs) et de la base « non-salariés » construite à partir des données de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) et de la Mutualité sociale agricole (MSA). Dans les Estimations d'emploi, les multi-actifs, c'est-à-dire les personnes qui occupent plusieurs emplois à une même date (soit parce qu'ils sont salariés et ont plusieurs employeurs, soit parce qu'ils sont à la fois non-salariés et salariés) ne sont comptés qu'une seule fois, au titre de leur emploi principal, qui correspond à celui qui leur procure la plus forte rémunération sur l'année.

Les **Estimations trimestrielles d'emploi** sont élaborées sur le champ des salariés [12]. Elles mobilisent les données issues des déclarations sociales centralisées par l'Acos et la MSA, des fichiers de paye de la fonction publique d'État, des déclarations d'emploi des particuliers employeurs, des déclarations mensuelles des entreprises de travail intérimaire. Sur la période non couverte par les estimations annuelles définitives, les estimations trimestrielles d'emploi sont établies en supposant la poursuite des tendances de multi-activité.

Le suivi du **chômage et de son halo**, des **taux d'activité** et d'**emploi**, du **sous-emploi** se fonde sur l'**enquête Emploi**. Seule source statistique permettant de mesurer le chômage au sens du BIT, l'enquête Emploi est effectuée par l'Insee tout au long de l'année depuis 2003 (auparavant l'enquête était annuelle) auprès des ménages vivant en logement ordinaire : les personnes vivant en collectivité (foyer, cité universitaire, hôpital, prison, maison de retraite) ne sont pas interrogées. Environ 100 000 personnes de 15 ans ou plus répondent chaque trimestre en France métropolitaine. Les résultats sont publiés en moyenne sur le trimestre et comportent comme toutes les enquêtes par sondage une marge d'erreur (+ / - 0,3 point pour le taux de chômage, en niveau comme en évolution trimestrielle).

Les données de cette publication sur le nombre de personnes en emploi portent sur l'ensemble du territoire à l'exception de Mayotte, tandis que celles portant sur les taux d'emploi, le chômage et les inscrits à Pôle emploi ne concernent, sauf mention contraire, que la France métropolitaine.

La population active occupée (personnes en emploi selon l'enquête Emploi) comprend les personnes ayant exercé une activité rémunérée, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine de référence, ainsi que celles pourvues d'un emploi mais qui en sont temporairement absentes (congé maladie de moins d'un an, congés payés, congé de maternité/paternité, formation rémunérée par l'employeur, chômage technique ou partiel, etc.). Parmi les personnes qui ne sont pas en emploi, sont considérées comme au chômage au sens du BIT les personnes disponibles pour prendre un emploi dans les 15 jours et qui ont fait des démarches de recherche d'emploi dans le mois précédent ou en ont déjà trouvé un commençant dans les trois mois suivants. Enfin, les inactifs sont les personnes ni en emploi, ni au chômage.

Le **taux d'activité** (respectivement taux d'emploi, part de chômage) d'une classe d'âge est le rapport du nombre d'actifs (respectivement actifs occupés, chômeurs) de la classe d'âge à la population totale de la même classe d'âge. Le **taux de chômage** rapporte quant à lui le nombre de chômeurs au nombre d'actifs de la tranche d'âge considérée.

Enfin, on définit deux catégories intermédiaires. Le **halo autour du chômage** est composé de personnes inactives au sens du BIT qui soit recherchent un emploi mais ne sont pas disponibles, soit souhaitent travailler mais ne recherchent pas d'emploi, qu'elles soient disponibles ou non. Le **sous-emploi au sens du BIT** recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures et qui sont disponibles pour le faire, ainsi que les personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique ou partiel).

Le **taux d'activité « sous-jacent »** d'une classe d'âge, moyenne des taux d'activité par âge détaillé, est le taux d'activité qu'aurait connu la classe d'âge si la taille de chaque génération qui la compose était identique. C'est un indicateur pertinent pour commenter les évolutions dès que les générations considérées sont de tailles différentes et que les taux d'activité par âge au sein de la classe d'âge varient sensiblement. C'est le cas pour les 50-64 ans entre 1996 et 2010, avec le vieillissement des premières générations du baby-boom et, dans une moindre mesure, pour les 15-24 ans depuis 2015, avec l'arrivée à 15 ans des générations plus nombreuses nées à partir de 2000.

**La population active « au sens de la comptabilité nationale » est définie comme la somme de l'emploi résultant des Estimations d'emploi et du chômage** au sens du BIT. Elle est appréhendée en moyenne trimestrielle (1).

Les **demandeurs d'emploi sont les personnes inscrites à Pôle emploi** [13]. Ils sont répartis à la fin de chaque mois en différentes catégories selon leur situation. Les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (2) sont en catégorie A s'ils n'ont pas travaillé au cours du mois, en catégorie B s'ils ont travaillé 78 heures ou moins, ou en catégorie C s'ils ont travaillé plus de 78 heures. Les demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi sont en catégorie D s'ils ne sont pas en emploi à la fin du mois (stage, formation, maladie...) ou en catégorie E s'ils sont en emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés principalement). Jusque fin 2012, des personnes pouvaient être dispensées de recherche d'emploi; elles continuaient alors à percevoir leur allocation sans être inscrites sur les listes de Pôle emploi.

(1) Pour l'emploi, cette moyenne est estimée comme la demi-somme de la fin du trimestre considéré et du précédent.

(2) Actes de recherche d'emploi jugés suffisants par le conseiller de Pôle emploi.

Suite de l'encadré 1 page suivante...

## ...suite de l'encadré 1

Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi sont issues de la statistique du marché du travail (STMT), produite par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers de gestion de Pôle emploi. Depuis avril 2018, les résultats sont présentés en moyenne trimestrielle (somme des effectifs sur les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois) afin de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Ces statistiques trimestrielles sont établies rapidement, environ 25 jours après la fin du trimestre concerné. Elles sont dites « sans recul », car les informations connues avec retard sur un trimestre déjà publié ne lui sont pas rétroactivement affectées. Toutefois, des données avec davantage de recul sont également diffusées une fois par an [14]. Elles exploitent des informations plus complètes qui prennent en compte les situations d'activité réduite déclarées tardivement. Ainsi, par rapport aux statistiques « sans recul », celles « avec recul » comptabilisent un nombre plus faible de demandeurs d'emploi en catégorie A (-2 % environ, en moyenne annuelle depuis 2010) et un nombre plus élevé de demandeurs d'emploi en catégories B et C (+3 % environ). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C est sensiblement le même avec ou sans recul.

Par ailleurs, les motifs de sortie, imparfaitement connus à partir de la STMT, peuvent être mesurés à partir de l'enquête Sortants réalisée annuellement depuis 2017 par la Dares et Pôle emploi.

## Encadré 2 – Chômeurs au sens du BIT et demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi

**Le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et l'inscription à Pôle emploi sont deux concepts différents.**

Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence (sauf si elle est temporairement absente de son emploi), qui est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et qui a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee qui interroge un échantillon représentatif de la population (encadré 1). L'inscription sur les listes de Pôle emploi résulte d'une démarche administrative. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi est connu par la statistique du marché du travail (STMT), source exhaustive issue des fichiers de gestion des listes et produite par Pôle emploi et la Dares (1). La catégorie A correspond aux demandeurs d'emploi tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi au cours du mois (encadré 1).

**L'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux concepts a priori proches.** Par exemple, une personne en emploi n'est a priori ni en catégorie A, ni au chômage au sens du BIT. De même, une personne en formation non disponible pour travailler n'est ni inscrite en catégorie A, ni chômeuse au sens du BIT. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, lorsque le nombre de personnes en emploi ou en formation croît, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et celui des chômeurs au sens du BIT ont tendance à baisser. **Cependant, ces deux concepts ne se recouvrent pas.** Ainsi, un demandeur d'emploi en catégorie A peut ne pas être chômeur au sens du BIT; c'est par exemple le cas s'il n'a pas effectué d'actes de recherche d'emploi autres que le seul renouvellement de son inscription, le fait d'être inscrit à Pôle emploi n'étant pas considéré en soi comme une démarche active de recherche d'emploi au regard des critères du BIT. Inversement, un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi en catégorie A. C'est le cas notamment d'un chômeur suivi par une mission locale sans être inscrit à Pôle emploi ou d'un chômeur inscrit dans une autre catégorie (par exemple en catégorie D s'il est en contrat de sécurisation professionnelle, ou encore en catégorie B ou C s'il a travaillé dans le mois en dehors de la semaine de référence). **Pour ces raisons, certains événements peuvent affecter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A sans affecter autant celui des chômeurs au sens du BIT, ou inversement.** En particulier, les réformes ou changements de règles dans le suivi, l'accompagnement ou l'indemnisation des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi peuvent avoir un impact sur le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A sans en avoir sur le nombre de chômeurs au sens du BIT.

Au-delà des différences de concepts, des facteurs statistiques sont susceptibles d'expliquer des divergences entre le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et celui de chômeurs au sens du BIT. Le nombre de demandeurs d'emploi est calculé à partir de données administratives exhaustives, tandis que le nombre de chômeurs au sens du BIT est estimé à partir de données d'enquête et comporte donc une marge d'incertitude liée au fait que seul un échantillon de la population est interrogé. Les modalités de correction des variations saisonnières diffèrent également entre les deux indicateurs (les données sur les demandeurs d'emploi étant notamment également corrigées des effets des jours ouvrables). Ces facteurs ne sont cependant pas de nature à expliquer des écarts persistants ou de grande ampleur entre les deux séries.

L'appariement entre les enquêtes Emploi et le Fichier Historique de Pôle emploi sur la période 2012-2017 permet de préciser les écarts entre les deux mesures. Sur 2017, l'appariement a permis de reconstituer un peu plus de 80 % des inscrits en catégorie A de France métropolitaine. Parmi ceux-ci, 44 % ne sont pas au chômage au sens du BIT : 20 % sont dans le halo autour du chômage, 16 % sont inactifs hors halo (pour un tiers des seniors âgés d'au moins 58 ans) et 9 % sont en emploi (mais seul un tiers le sont encore le trimestre suivant). Inversement, parmi les chômeurs au sens du BIT, 22 % ne sont pas inscrits à Pôle emploi au moment de l'enquête et 11 % sont inscrits en catégorie B ou D.

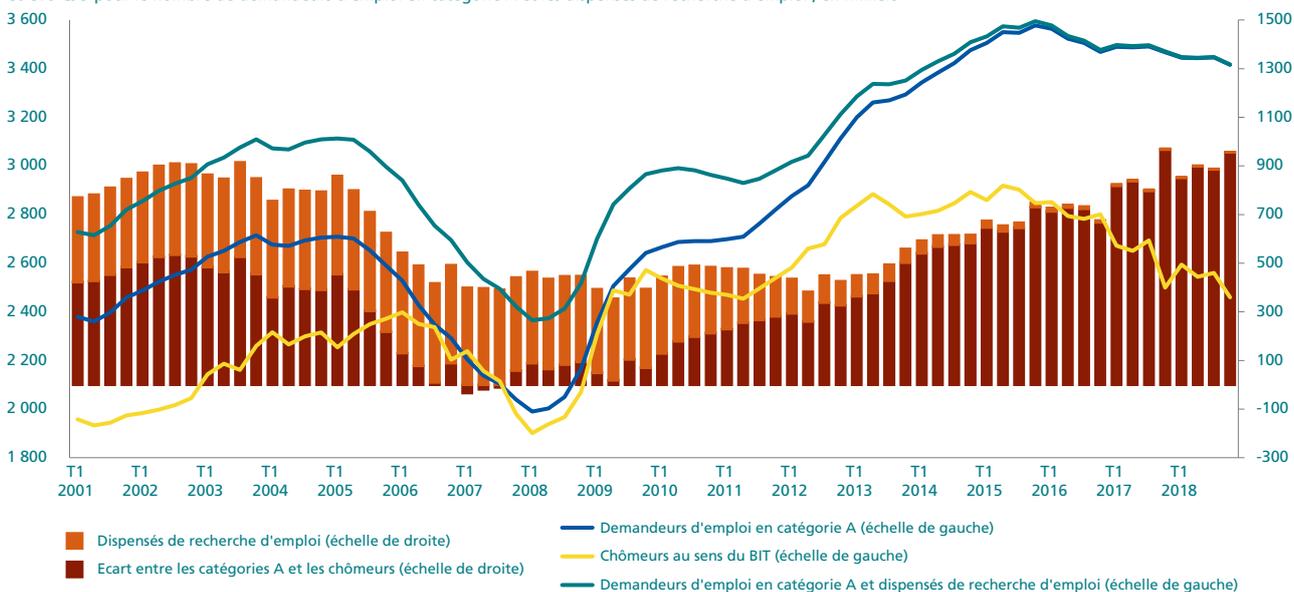
(1) Les champs respectifs de l'enquête Emploi et des inscrits à Pôle emploi ne sont pas tout à fait les mêmes : l'enquête Emploi ne couvre que la population des ménages et ne prend donc pas en compte les personnes vivant en collectivité (cités universitaires, foyers de travailleurs...).

Suite de l'encadré 2 page suivante...

### Graphique A

#### Demandeurs d'emploi en catégorie A, dispensés de recherche d'emploi et chômeurs au sens du BIT

Données en moyenne trimestrielle CVS pour le nombre de chômeurs au sens du BIT et CVS-CJO pour le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et les dispensés de recherche d'emploi ; en milliers



Lecture : au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, on comptait 2 537 000 chômeurs au sens du BIT, 2 666 000 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A et 315 000 dispensés de recherche d'emploi. L'écart entre les inscrits (respectivement les inscrits ou dispensés de recherche d'emploi) et les chômeurs était de 129 000 (respectivement 446 000).

Champ : population des ménages (chômeurs au sens du BIT), ensemble de la population y compris les personnes vivant en collectivité (inscrits en catégorie A et dispensés de recherche d'emploi) ; France métropolitaine.

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT ; Insee, enquêtes Emploi.

**De début 2001 à fin 2018, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et celui des chômeurs au sens du BIT ont évolué dans le même sens et avec des amplitudes proches pour la moitié des trimestres de la période (graphique A). Trois périodes peuvent être distinguées pendant lesquelles le sens ou l'amplitude des évolutions ont été différents :**

- Entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2005 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2006, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a baissé de 362 000, tandis que le nombre de chômeurs au sens du BIT augmentait de 83 000. Cette divergence peut être reliée à des modifications introduites dans le suivi et l'accompagnement des demandeurs d'emploi à partir de mi-2005 ([15], [16] et [17]);
- Entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2009 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a augmenté de 67 000, alors que le nombre de chômeurs au sens du BIT a diminué de 118 000. Cette divergence peut s'expliquer notamment par l'arrêt progressif de la dispense de recherche d'emploi (2), la mise en place du Revenu de solidarité active (RSA) (3) et la convention d'assurance chômage d'avril 2009 (4);
- Entre les 4<sup>e</sup> trimestres 2012 et 2017, l'écart entre les inscrits en catégorie A et le chômage BIT s'est accentué : le nombre d'inscrits en catégorie A a augmenté de 354 000, alors que le nombre de chômeurs au sens du BIT a diminué de 286 000. Contrairement aux périodes de divergence passées, cette période ne peut être mise en regard de façon évidente avec des évolutions dans les modalités de suivi des demandeurs d'emploi.

Les résultats de l'appariement entre les enquêtes Emploi et le Fichier Historique de Pôle emploi [18] semblent indiquer qu'entre 2013 et 2017, les trois-quarts de la hausse de l'écart entre le nombre de chômeurs BIT et celui des inscrits en catégorie A s'expliqueraient par celle des inscrits en catégorie A considérés comme inactifs selon les critères du BIT (pour moitié dans le halo et pour moitié hors halo). Pour les inscrits en catégorie A et inactifs hors halo, leur nombre aurait cru avec le recul de l'âge d'ouverture des droits à la retraite et via l'inscription en catégorie A de personnes précédemment dispensées de recherche d'emploi. Enfin, la baisse du nombre de chômeurs non inscrits en catégorie A, qui a également contribué à la divergence de ces deux mesures, a été concentrée en 2017 : cette période de reprise profite particulièrement aux jeunes, qui sont plus souvent que leurs aînés chômeurs au sens du BIT et non inscrits en catégorie A;

- En 2018, l'évolution du nombre d'inscrits en catégorie A (-51 000) est relativement proche de celle des chômeurs BIT (-40 000). Au total, alors que le nombre de chômeurs BIT était assez proche de celui des inscrits en catégorie A de la fin 2006 à la fin 2009, l'écart s'est ensuite beaucoup creusé. Fin 2018, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A dépasse celui des chômeurs BIT de 38,9 % (+956 000).

(2) À partir de 2009, l'accès à la dispense de recherche d'emploi a été progressivement restreint. Il a été définitivement clos à tout nouveau bénéficiaire le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Cette fermeture progressive, combinée au relèvement de l'âge d'ouverture des droits à la retraite prévu par la réforme des retraites de 2010, a contribué à rehausser le nombre de seniors en catégorie A, sans que cet effet se répercute entièrement sur les chômeurs au sens du BIT. Entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2009 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et de DRE a baissé, mais moins que le nombre de chômeurs BIT (-36 000 contre -118 000).

(3) Le RSA prévoit d'orienter certains bénéficiaires vers un parcours d'accompagnement vers l'emploi assuré par Pôle emploi, ce qui a pu entraîner une augmentation des inscriptions à Pôle emploi.

(4) Avec cette convention, les personnes justifiant d'une durée d'affiliation comprise entre 4 et 6 mois se sont vu ouvrir des droits à indemnisation. Certaines d'entre elles ont pu s'inscrire sur les listes alors qu'elles ne l'auraient pas fait avant.

Suite de l'encadré 2 page suivante...

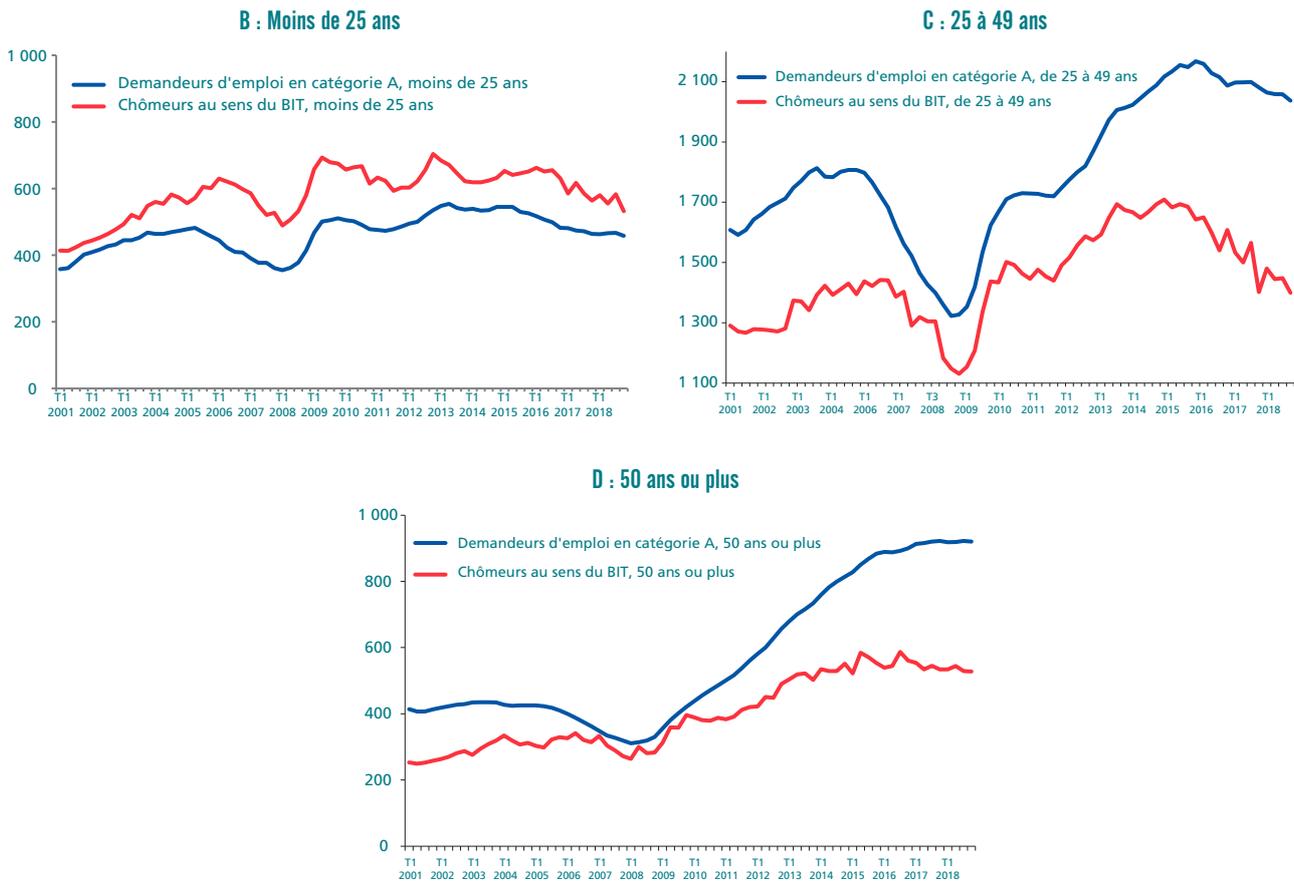
## ...suite de l'encadré 2

Pour les moins de 25 ans comme pour les 25-49 ans et pour les 50 ans ou plus (graphiques B, C et D), on constate en 2018 à la fois une diminution du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A et du nombre de chômeurs au sens du BIT. Sur l'ensemble de la période allant du 4<sup>e</sup> trimestre 2012 au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, l'évolution du nombre de chômeurs au sens du BIT a été, pour chacune des trois tranches d'âge, plus favorable que celle des demandeurs d'emploi en catégorie A, surtout pour les 25-49 ans et les 50 ans ou plus, où l'écart entre les évolutions est très important.

### Graphiques B, C et D

#### Demandeurs d'emploi en catégorie A et chômeurs au sens du BIT, selon l'âge

Données en moyenne trimestrielle CVS pour le nombre de chômeurs au sens du BIT ; données en moyennes trimestrielles CVS-CJO pour le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A ; données en milliers



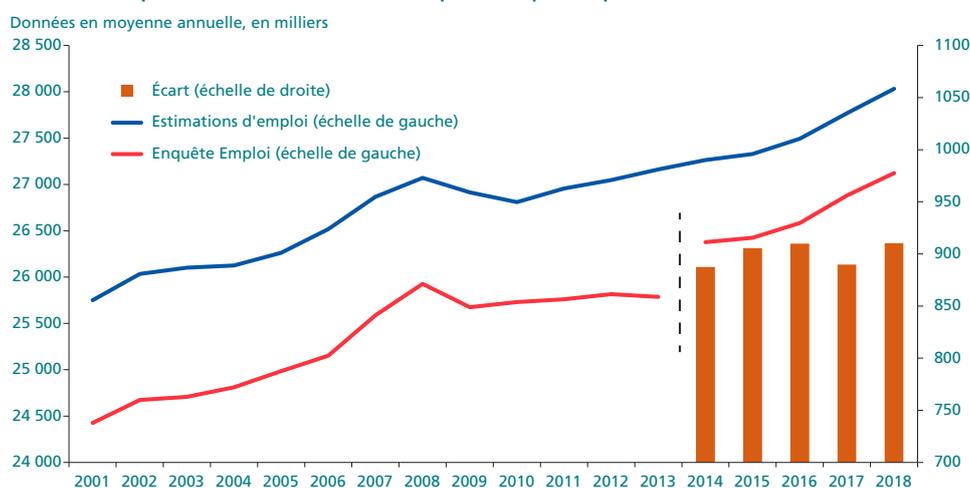
Champ : ensemble de la population (demandeurs d'emploi) et population des ménages (chômeurs au sens du BIT) ; France métropolitaine.  
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT ; Insee, enquêtes Emploi.

### Encadré 3 – Emploi total ou population active versus taux d’emploi ou taux d’activité : deux sources statistiques différentes pour mesurer l’emploi

L’Insee publie des données sur l’emploi à partir de deux sources : les Estimations d’emploi et l’enquête Emploi (encadré 1). Les **Estimations d’emploi**, qui résultent d’une synthèse de plusieurs sources administratives, permettent notamment de mesurer l’**emploi salarié total** à la fin de chaque trimestre, avec une déclinaison géographique et sectorielle fine. Le composant emploi de la population active « au sens de la comptabilité nationale » se base aussi sur les Estimations d’emploi. L’**enquête Emploi** repose quant à elle sur l’interrogation en continu d’un échantillon de personnes de 15 ans ou plus habitant en ménage. Elle est utilisée notamment pour estimer les **taux d’emploi** et les **taux d’activité** (encadré 1). Ces taux peuvent se décliner selon les caractéristiques individuelles, notamment l’âge, le sexe, le diplôme ou la catégorie socioprofessionnelle.

Bien que les concepts d’emploi soient harmonisés autant que possible entre les deux sources (notion d’emploi principal, mesure sur une semaine, voir encadré 1), **le niveau d’emploi total mesuré par ces deux sources diffère** (graphique A). De 2001 à 2018, le nombre d’actifs occupés mesuré dans l’enquête est toujours inférieur à l’emploi total issu des sources administratives (-910 000 pour la moyenne annuelle de 2018). Cet écart s’explique notamment par un champ différent : l’enquête Emploi concerne uniquement les ménages, tandis que les Estimations d’emploi prennent aussi en compte les personnes vivant en collectivité ; l’emploi est mesuré au lieu de travail dans les Estimations d’emploi, au lieu de résidence dans l’enquête. La mise en œuvre opérationnelle des concepts peut également différer : l’emploi rémunéré dans les sources administratives inclut certaines situations d’absences longues au travail, non retenues dans l’enquête. Enfin, certains types d’emploi de courte durée peuvent être sous-déclarés dans l’enquête Emploi, notamment en cas de réponse par une tierce personne.

**Graphique A**  
**Écart entre l’emploi mesuré via les Estimations d’emploi et l’enquête Emploi**



Lecture : en 2018, en moyenne annuelle, l’enquête Emploi mesure un niveau d’emploi total inférieur de 910 000 à celui des Estimations d’emploi.

Champ : emploi total au lieu de travail, France hors Mayotte (Estimations d’emploi) ; emploi total au lieu de résidence, population des ménages de France hors Mayotte depuis 2014 et de France métropolitaine auparavant (enquête Emploi).

Source : Insee, Estimations d’emploi 2001-2018 et enquêtes Emploi 2001-2018.

Les deux sources statistiques donnent **des évolutions relativement comparables sur les moyennes annuelles** compte tenu de l’aléa de sondage qui affecte l’enquête Emploi (1) : nette hausse de l’emploi entre 2005 et 2008 (+270 000 par an selon les Estimations d’emploi en France contre +310 000 selon l’enquête Emploi en France métropolitaine), chute entre 2008 et 2009 (-160 000 contre -250 000), puis sur les années les plus récentes, de 2015 à 2018, des hausses annuelles de l’emploi très comparables (+190 000 par an selon les deux sources avec un écart entre les deux évolutions inférieur à 20 000 chaque année). Ainsi, entre 2017 et 2018, en moyenne annuelle, la hausse de l’emploi s’établit en France à +192 000 selon les Estimations d’emploi contre +186 000 selon l’enquête Emploi. Dans un contexte démographique relativement stable (2), le taux d’emploi des 15-64 ans calculé en moyenne annuelle et issu de l’enquête Emploi a lui aussi augmenté chaque année de 2015 à 2018 (+0,2 point en 2015, +0,4 point en 2016 et +0,6 point chaque année en 2017 et 2018) accélérant en 2016 puis en 2017, comme c’est le cas du nombre d’emploi (+65 000 en 2015, +165 000 en 2016, +275 000 en 2017 et +260 000 en 2018 selon les Estimations d’emploi).

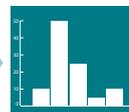
**Sur les glissements annuels au 4<sup>e</sup> trimestre, plus volatils dans l’enquête Emploi, les évolutions peuvent davantage diverger.** C’était le cas en 2017 entre la population active (source Estimation d’emploi pour l’emploi) qui stagnait, et le taux d’activité (source enquête Emploi pour l’emploi) qui progressait sensiblement [encadré 3 de 1]. Au cours de l’année 2018, les évolutions sont par contre relativement cohérentes : la population active augmente de 156 000 et le taux d’activité des 15-64 ans de 0,4 point, alors qu’on compte environ 40 millions de personnes âgées de 15 à 64 ans.

(1) L’évolution de l’emploi entre 2016 et 2017 que l’on obtiendrait si, avec l’enquête Emploi, on interrogeait l’ensemble des ménages à 95 % de chances de se situer entre +0,6 % et +1,6 %.

(2) Les premières générations nombreuses du « baby-boom » ont dépassé les 70 ans en 2018, âges auxquels les taux d’emploi sont très faibles, tandis que les premières générations plus nombreuses nées à partir de 2000 n’ont pas dépassé les 18 ans, âges auxquels les taux d’emploi sont encore faibles. De 2017 à 2018, en moyenne annuelle, la population totale des 15-64 ans a diminué de 23 000 (-0,1 %) avec notamment le vieillissement des générations du « baby-boom ».

- [1] Dares (2018), « Emploi, chômage, population active en 2017 : nouvelle accélération de l'emploi salarié privé et amplification de la baisse du chômage », *Dares Analyses* n° 031, juillet.
- [2] Insee (2019), « Fiches emploi et chômage », *Note de conjoncture*, juin.
- [3] Beghi A. (2019), « L'emploi intérimaire se redresse au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 », *Dares Indicateurs* n° 024, juin.
- [4] Insee (2010), « Comment expliquer les évolutions de l'emploi depuis le début de la crise ? », Dossier de la *Note de conjoncture*,
- [5] Dares (1996), « 40 ans de politique de l'emploi », *La Documentation française*.
- [6] Insee (2019), « Résultats de l'enquête Emploi au premier trimestre 2019 », *Informations rapides* n° 127, mai.
- [7] Bessone A.-J., Cabannes P.-Y., Marrakchi, A. (2016), « Halo autour du chômage : une population hétérogène et une situation transitoire », *Insee Références*, Emploi, chômage, revenus du travail, juillet.
- [8] Ourliac B., Rochut J. (2013), « Quand les demandeurs d'emploi travaillent. Avec la crise, le nombre de demandeurs d'emploi en activité atteint son plus haut niveau », *Dares Analyses* n° 002, janvier.
- [9] Séries statistiques des dispositifs publics d'accompagnement des restructurations, Dares : <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/les-dispositifs-publics-d-accompagnement-des-restructurations-les-series>
- [10] Minni C. (2019) « Emploi et chômage des seniors en 2018 : hausse du taux d'emploi et du taux de chômage », *Dares Analyses* n° 013, mars.
- [11] Une documentation sur les estimations d'emploi est disponible sur le site de l'Insee : <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=sources/ope-estimations-emploi.htm>
- [12] Une documentation sur les estimations trimestrielles d'emploi est disponible sur le site de l'Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3367895#documentation>
- [13] Une documentation méthodologique complète sur les statistiques sur les demandeurs d'emploi inscrits et les offres collectées par Pôle emploi est disponible sur le site de la Dares : [http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/documentation\\_stmt\\_methodo.pdf](http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/documentation_stmt_methodo.pdf)
- [14] Statistiques sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, l'approche en droits constatés (ou « avec recul ») : [http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/droits\\_constates.pdf](http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/droits_constates.pdf)
- [15] Debauche E., Deroyon T., Mikol F., Valdelièvre H. (2007), « Analyse de l'évolution des statistiques de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE de la mi-2005 à la fin 2006 », *Document d'études* n° 128, Dares, août.
- [16] Debauche E., Deroyon T., Mikol F. (2008), « Retour sur l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 2005 et 2006 », *Document d'études* n° 142, Dares, décembre.
- [17] Fontaine M., Le Barbanchon T. (2012), « Évaluation du suivi mensuel personnalisé mis en place par l'ANPE en 2006 », *Document d'études* n° 175, Dares, décembre.
- [18] Coder Y., Dixte C., Hameau A., Hamman S., Larrieu S., Marrakchi A., Montaut A. (2019), « Les chômeurs au sens du BIT et les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : une divergence de mesure du chômage aux causes multiples », *Emploi, chômage, revenus du travail, Insee Références* édition 2019, juillet.

### Données des graphiques et tableaux accessibles au format excel



#### DARES ANALYSES

est édité par le ministère du travail. Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr>

(Rubrique Études, Recherches, Statistiques de la Dares)

Directrice de la publication : **Selma Mahfouz**

Rédactrice en chef : **Magali Madeira**

Secrétariat de rédaction : **Joris Aubrespin-Marsal, Marie Avenel, Hadrien Baer, Thomas Cayet**

Maquettistes : **Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali**

Conception graphique et impression : ministère du travail.

Réponse à la demande : [dares.communication@travail.gouv.fr](mailto:dares.communication@travail.gouv.fr)

Abonnement aux avis de parution de la Dares :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/avis-de-parution/article/les-avis-de-parution>

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD.

ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.